

ON EN PARLE

Gestion de l'eau : la CGT de Veolia pour un service public national

Dans le cadre du débat sur la gestion de l'eau, après la venue de l'adjointe au maire de Paris Anne Le Strat, nous avons rencontré Dominique Poly, secrétaire général de la CGT de Veolia.

- Quelle est votre position dans le débat ?

« Le débat, c'est soit le maintien de la délégation de service public, soit le retour en régie. Nous, nous sommes pour un service public national de l'eau, avec derrière un statut pour les salariés de l'eau. Notre position est la même que celle de la fédération CGT des services publics. On vit de l'intérieur dans une grande entreprise, avec un savoir-faire. Nous voulions aussi réagir à la venue d'Anne Le Strat, adjointe au maire de Paris. Elle a évoqué les affaires de corruption qui ont touché Veolia et a pointé du doigt les syndicats. Je lui ai demandé des noms, elle ne m'a pas répondu ! C'est scandaleux de la part d'un élu de la République. Ce que je vois, c'est que la CGT gêne dans le débat public. Ils veulent écarter les syndicats du débat. »

- Quels sont selon vous les risques pour l'emploi en cas de retour à la régie ?

« Le débat lancé par les associations ne prend pas en compte un aspect du passage en régie. Prenons l'exemple de Paris : ce qu'on ne dit pas c'est que la ville a laissé, dans un premier temps, un bout du marché à Veolia. Elle n'a pas pris la clientèle (appels téléphoniques) et les fontaines. Maintenant, elle va



Dominique Poly, secrétaire général de la CGT Veolia.

repréendre. Mais Paris ne veut pas rattacher à la mairie tous les salariés détachés de la délégation de service public (DSP). Cela veut dire licenciements car Veolia ne pourra pas reclasser tout le monde. Ceux que la ville de Paris veut reprendre seraient repris avec ancienneté zéro. C'est une manière de démonter le service public ! »

- Quel message voulez-vous faire passer ?

« Le débat entre régie et DSP est plus complexe qu'on ne croit. Les Verts et l'UMP de Paris ont voté contre la baisse du prix de l'eau : les raisons, c'est qu'il va falloir investir et que ça va coûter. Dans le

bassin minier, les installations sont vieillissantes, l'eau n'est pas de bonne qualité... Nous ce qu'on veut c'est qu'on se pose la question : "Est-ce que toute la réflexion sera menée jusqu'au bout ?" »

- Qu'est-ce qui pourrait freiner la décision d'un retour en régie ?

« En cas de pollution, comme en 98-99, est-ce que la CALL serait capable de faire et à quel prix ? S'il y avait retour en régie, on irait voir les élus pour leur demander comment ils vont transférer les salariés de Veolia. Mais la question n'est pas là. Pour l'instant, on veut nourrir le débat pour que les politiques puissent prendre position. Est-ce qu'une agglomération serait capable d'assurer le même service à un prix moindre ? Prenons par exemple l'agglomération de Rouen qui a repris à Veolia la gestion de l'eau. Il y a des salariés en grève contre la précarité de l'emploi. Des élus n'ont pas le droit de traiter le personnel ainsi. »

- Vous parlez d'un service public national. Comment cela se traduirait dans les faits ?

« Si la gauche revient pour 2012, elle parle de nationaliser de nouveau l'énergie. Il faudra une loi sur un service public national de l'eau et une péréquation du prix de l'eau pour qu'il y ait une solidarité entre les régions, plus ou moins bien fournies et plus ou moins polluées. L'eau fait partie du patrimoine mondial, il faut faire des propositions pour aller dans le bon sens. Mais il faut un courage politique. » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR G. CS.